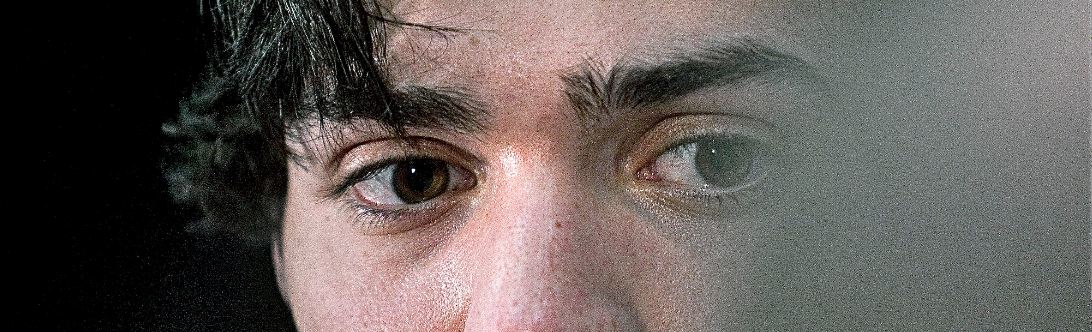
****

**L E S E N J E U X D U L O C K O U T 2 0 1 2**

**TABLE DES MATIÈRES**

**PAGES**

**ABSTRACT……………………………………………………………………………………… 3**

**INTRODUCTION………………………………………………………………………………..3**

**LE PARTAGE DES REVENUS ENTRE LES PROPRIÉTAIRES ET LES JOUEURS………………………………………………………………………………………….5**

**LE PARTAGE DES REVENUS ENTRE LES PROPRIÉTAIRES…………………….9**

**LA STRUCTURE DES CONTRATS……………………………………………………….11**

**CONCLUSION………………………………………………………………………………….14**

**BIBLIOGRAPHIE………………………………………………………………………………15**

**Abstract**

In what is the third lockout in less than 20 years, NHL owners and players are now arguing over vital elements such as the revenue sharing between the players and the owners, the owner’s revenues sharing pool and the way the contracts are built. The players and the league are far apart on the first point because the owners want to compensate for the recent profit losses by taking a larger part in the percentage of the revenues at the expenses of the players, who are fighting to get the terms of their contract respected, even though they know they will have to give away some percentage of their revenues. Same for the owner’s revenues sharing pool, as the owners among the League are reluctant at the idea of giving significant portions of their profits to poorer teams, while the players see this as an opportunity to compensate for the money they are resigned to loose in the revenue sharing. As for how the contracts are built, the NHL wants to establish some restrictions while the players see this as a direct threat to their bank account. Those three elements are why we are in such a position and what slow the negotiation process down.

**Introduction**

Depuis le début de l’industrialisation, le droit du travail (ou droit d’association) est une forme de surveillance qui a évolué par rapport aux besoins de la société de les défendre et d’assurer que leurs droits en tant que travailleurs soient respectés[[1]](#footnote-1). Ayant résisté à maintes vagues de répression de la part des entreprises au cours de son ascension, cette forme de droit défend aujourd’hui tous les honnêtes travailleurs sous réglementation fédérale en couvrant les relations de travail, en assurant une accréditation syndicale, en régissant les relations patronales-syndicales, en instaurant des conventions collectives et en dénonçant les pratiques de travail déloyales[[2]](#footnote-2). Son champ d’action s’étant élargi dans les dernières années, on retrouve son influence dans des milieux beaucoup plus connus et populaires. Un de ceux-ci se trouve à être la Ligue Nationale de Hockey (LNH), où le *National Hockey League Player’s Association* (NHLPA) agit à titre de syndicat pour les joueurs[[3]](#footnote-3). C’est donc dire que les Sydney Crosby, les Steven Stamkos et les Carey Price voient leurs droits protégés par une convention collective. C’est d’ailleurs cette convention qui retient l’attention médiatique depuis la fin de la présente saison. En effet, venant à échéance le 15 septembre 2012 et après un refus des joueurs de la prolonger, la *NHL’s Collective Bargainning Agreement* a obligé les deux partis à prendre part à plusieurs négociations houleuses afin d’en arriver à une nouvelle entente[[4]](#footnote-4). En date du 31 octobre 2012, les négociations en sont au point mort et un lockout est en vigueur depuis la fin de l’ancienne convention[[5]](#footnote-5) collective. Cette impasse nous amène à nous poser la question suivante : Quels sont les éléments de la dernière convention collective de la LNH qui ont mené, dans un premier temps, au rejet de son prolongement et, dans un deuxième temps, à la négociation d’une nouvelle convention ? Trois sujets doivent inévitablement être considéré comme responsable de ce cul-de-sac. Il y a premièrement le partage des revenus entre les joueurs et les propriétaire, répartition qui détermine le montant du cap salarial. Vient ensuite le partage des revenus entre propriétaires, chose qui dérange les riches propriétaires qui se voient dans l’obligation de verser des sommes faramineuses à des équipes qui sont instables économiquement. La structure des contrats, que la LNH veut changer de A à Z, se trouve aussi au centre des discussions entre les deux clans, qui devront vraisemblablement en venir à une entente sans quoi les répercussions seront désastreuses, et ce, à tous les niveaux.

**Le partage des revenus entre les propriétaires et les joueurs**

Un des principaux éléments qui est central dans l’affrontement entre joueurs et propriétaires est le partage des revenus entre ces deux clans. Règlement émanant de la précédente convention collective, ce dernier stipulait que cette répartition monétaire devait revenir aux joueurs à hauteur de 57% au terme de l’entente[[6]](#footnote-6), tandis que les propriétaires étaient confinés à toucher à 43% du magot total. Le contrat de travail de l’époque définissait le montant réparti par rapport aux revenus des opération hockey (HRR), qui englobaient les recettes liés à la vente de billets pour tous les matchs de la saison, à la diffusion des parties sur les diverses plateformes de communication (radio, télévision, internet) au niveau national et local, la vente de marchandise officielle, à la publicité, aux revenus que génèrent les concessions de nourriture dans les arénas ainsi les revenus liés aux coûts des places de stationnements [[7]](#footnote-7). Aux termes de chaque saison depuis le lock-out de 2004, la LNH a atteint de nouveaux sommets en ce qui a trait aux revenus, dont cette année, où la ligue a enregistré des revenus bruts records de 3,4 milliards de dollars[[8]](#footnote-8), soit une hausse de 57% par rapport aux 2,1 milliards engendrés à la lumière de la saison 2003-2004[[9]](#footnote-9). De ces revenus découle le plafond salarial, montant d’argent établissant le budget alloué au groupe de joueurs d’une équipe. Les standards sont les même pour chaque équipe, alors que le montant est le même pour tout le monde. Les formations ne peuvent dépasser le plafond et ne peuvent se situer en dessous de la limite déterminée par la ligue. Le cap salarial, qui est d’abord déterminé en trouvant le point milieu de la masse salariale par le pourcentage des revenus liés aux opérations hockey alloué aux joueurs divisé en 30 équipes, auquel l’on rajoute et l’on enlève 8 millions de dollars fixes pour déterminer la plafond (maximum) et le plancher (minimum) de cette masse[[10]](#footnote-10), a augmenté, quant à lui, de 64% par rapport à celui de la saison de son instauration (2005-2006), qui était de 39 millions de dollars[[11]](#footnote-11). On note aussi une fulgurante ascension de 5,5% dans l’achalandage des arénas du circuit, de même qu’une hausse de 69% du salaire moyen d’un joueur, maintenant équivalent à 2,45 millions de dollars[[12]](#footnote-12). Avec une situation qui, à première vue, semble marquée par le sceau du succès et de la prospérité, comment se fait-il que les deux partis se retrouvent, 7 ans plus tard, encore aux tables des négociations en ce qui attrait à la convention collective ? Du côté des propriétaires, la motivation derrière cette bataille se trouve à être le fait que ceux-ci perdent de l’argent et/ou voient leurs profits diminuer, et voient donc dans les revenus des opérations hockey une manière de compenser pour ces pertes dans le futur. C’est d’ailleurs ce que soutient Stephen F. Ross, professeur de droit et directeur de l’institut pour le droit du sport à *Pennsylvania State University*, qui résume la situation de la LNH en mentionnant qu’elle recherche la maximisation de ses profits[[13]](#footnote-13). Même si les revenus bruts ont atteint de nouveaux sommets depuis le dernier lockout, les profits nets de chaque équipe sont en baisse depuis la saison 2010-2011[[14]](#footnote-14). On dénombre même 18 équipes qui ont encaissé des pertes à la fin de cette saison (2010-2011), ce qui constitue plus que la moitié des équipes du circuit Bettman. Pire encore, les 30 équipes ont vu leurs profits diminuer en comparaison avec la saison précédente (2009-2010). Sans les profits générés par le Canadiens de Montréal et les Maples Leafs de Toronto cette année là, les 28 autres formations seraient collectivement en déficit , ce qui en dit long sur l’état véritable des comptes des formations de la LNH [[15]](#footnote-15). Selon Michael Ozanian, éditeur exécutif du réputé magazine Forbes, la principale raison qui explique ces choquantes données se trouve à être le plafond salarial, qui est tout simplement trop élevé pour une bonne partie des marchés : « Le plafond salarial est calculé selon l'ensemble des revenus de la Ligue, mais les équipes les moins riches ne sont pas capables de suivre et génèrent des pertes»[[16]](#footnote-16). De plus, si l’on prend en compte que la masse salariale est passée de 59,4 millions de dollars en 2010-2011 à 64,3 millions de dollars en 2011-12[[17]](#footnote-17), on peut facilement déduire que les recettes de chaque équipe n’ont sûrement pas été substantiellement meilleures lorsque la saison a pris fin, au mois de juin de cette année. À l’aube d’une renégociation de la convention collective, le temps était le meilleur pour les propriétaires afin de rectifier le tir face à ce problème majeur. C’est d’ailleurs ce qu’ils ont fait sentir aux joueurs lorsqu’ils ont soumis leur première offre, le 13 juillet dernier. En effet, ceux-ci envoyaient le message clair qu’ils voulaient avoir une part significativement plus grosse que celle qu’ils avaient lors de la précédente convention, faisant baisser la part des joueurs de 57% à 43%, une diminution drastique pour ces joueurs qui aurait vu 14% de leur salaire être coupé d’un contrat qui était pourtant déjà signé. C’est d’ailleurs ce qui explique la persistance des joueurs à ne pas signer une entente, soit l’instinct de survie. Ce n’est que le 14 août, plus d’un mois plus tard, que les joueurs soumettent leur contre-offre dans laquelle la NHLPA accepte de diminuer leur pourcentage de revenus, mais en instaurant un taux fixe, qui n’a pas été publiquement révélé et qui n’aurait aucun lien avec les revenus qu’engendrent les opérations hockey, proposition que le LNH rejette du revers de la main le lendemain[[18]](#footnote-18). Le lockout décrété le 15 septembre dernier alors que la dernière entente de travail venait à échéance, il a fallu attendre jusqu’au 16 octobre avant d’avoir une autre offre sur la table, cette fois de la part des propriétaires. Dans cette offre, la LNH séparait également le partage des revenus des opérations hockey 50% des deux côtés, et ce, en garantissant les termes des contrats déjà signés en versant les montant excédentaires en paiements différés, ce qui n’aurait au fond comme seul impact de faire diminuer la masse salariale de façon non-proportionnelle avec les salaires des joueurs[[19]](#footnote-19). Cette offre fut aussi refusée par les joueurs car Donald Fehr, le président de la NHLPA, n’aimait pas que les montants des salaires coupés pour respecter le 50% soient versés en paiements différés, et, au moment d’écrire ces lignes, elle constitue la dernière offre déposée par un des deux clans[[20]](#footnote-20). Dans une entrevue accordé à RDS, l’expert-hockey Renaud Lavoie dit que le refus des joueurs est attribuable à l’argent qu’ils abandonneraient s’ils avaient accepté la proposition : « Si on regarde les projections de la LNH pour les 6 prochaines saisons, on parle de revenus qui augmenteraient de 5% par année. Donc si c’est le cas, les joueurs laisseraient environ 1,651 milliards de dollars au total par rapport au pourcentage qu’ils touchaient l’an dernier »[[21]](#footnote-21) .Ce serait une somme astronomique que les joueurs laisseraient sur la table au détriment de s’entendre le plus rapidement possible. D’ailleurs, le lockout qui perdure dans la LNH a déjà été perçu comme étant illégal, car la NHLPA, en Alberta, en Ontario et au Québec, n’est pas officiellement accréditée par la CRT (commission des relations au travail) de chacune de ces provinces et, donc, on ne pourrait pas priver un joueur de son salaire dans de telles circonstances[[22]](#footnote-22). Le tout dépend des législations des territoires du circuit Bettman. Par contre, la demande fut automatiquement rejetée, car la CRT du Québec, première à rendre son verdict, a déclarée que la NHLPA avait soulignée de bons points qui nécessitent la représentation syndicale, même si le verdict ne le démontre pas[[23]](#footnote-23). Les autres équipes ont pris exemple de ce verdict et n’ont pas jugé bon d’invalider le lockout. Cette impasse est donc causée par deux choses : l’entêtement des propriétaires à vouloir augmenter leur pourcentage des revenus des opérations hockey afin de pouvoir augmenter leurs profits nets, qui sont en baisse chez toutes les équipes, et l’instinct de survie qui entre en ligne de compte pour les joueurs afin de faire respecter les contrats qui ont été signés en bonne et due forme sous le coup de la dernière convention collective et de ne pas laisser aucune opportunité monétaire sur la table, aspects qui découlent du partage des revenus entre joueurs et propriétaires.

**Gary Bettman, commissaire de la LNH.**

**Don Fehr, président de la NHLPA.**

**Le partage des revenus entre les propriétaires**

Toujours dans le thème des partages des revenus, la bisbille n’est pas seulement entre employés et employeurs, mais elle est aussi entre les propriétaires eux-mêmes. En effet, on a instauré, lors de la dernière convention collective, un système de partage des revenus entre les propriétaires. Selon M. F. Ross, il s’git d’un facteur considérable qui fait grandement ralentir les négociations, alors qu’il mentionne que le problème au sein même de la base de propriétaires fait qu’il est plus difficile d’en venir à un entente[[24]](#footnote-24). On a créé un fond commun qui était nourri par 25% des revenus totaux collectifs des 10 équipes les plus performantes économiquement[[25]](#footnote-25). Sont éligibles à ce programmes les 15 équipes qui performent le moins bien sur le plan économique, en autant que l’équipe en tant que tel ne se situe pas dans un marché qui comporte plus de 2,5 millions de cotes d’écoutes[[26]](#footnote-26). Par exemple, une équipe comme les Islanders de New York, étant dans un gros marché mais se situant 27ème dans le classement des équipes par revenus engendrés au cours d’une saison, ne peut profiter de ce genre de montant[[27]](#footnote-27) [[28]](#footnote-28). À partir de ce moment, le montant alloué aux équipes pauvres change selon certaines conditions. Afin de pouvoir profiter du maximum de revenus qui peuvent être versés, il faut avoir un aréna qui est, en moyenne, rempli à 80% de sa capacité au court d’une saison et qui présente une croissance de revenus qui dépasse ceux de la LNH[[29]](#footnote-29). Or, ce principe ne fait pas l’unanimité chez les propriétaires et c’est le principal facteur, du côté des équipes, qui fait ralentir le processus de négociation. Dans la offre émise par la LNH, celle-ci proposait de faire augmenter de 33%, soit à près de 200 millions de dollars, les profits collectifs totaux des 10 équipes les plus fortunés par rapport à ceux de la saison 2011-2012, qui se situaient environ entre 140 et 150 millions[[30]](#footnote-30). Même si cette hausse peut sembler à première vue considérable, Philippe Cantin, rédacteur en chef de la section sport du journal *La Presse*, voit la situation d’un tout autre angle : « Moi, je pensais que cela aurait doublé [..]. Or, ce n’est pas cela qui est en train de se passer. On parle ici de 200 millions de dollars. C’est la preuve que les équipes fortunées ont encore de la misère avec ce concept là. »[[31]](#footnote-31). Mais si les propriétaires sont réticents face à ce processus, les joueurs, eux, voient le tout d’un bon œil et tiennent mordicus à ce système, comme le témoigne le contenu de leur dernière offre, au mois de septembre dernier, où le fond serait d’environ 260 millions de dollars [[32]](#footnote-32). Toujours en restant dans la logique, s’il y a plus d’argent donné par les équipes riches aux équipes pauvres, il y aura au bout du compte plus d’argent dans les poches des joueurs car les équipes aisées ne sentiront pas d’impacts face à ce don et les équipes moins fortunées pourront rivaliser et pouvoir surenchérir avec les autres équipes dans l’obtention et l’embauche de joueurs ayant une étiquette de prix assez élevée. Mettons le tout en contexte : à l’été 2011, les Sabres de Buffalo, éligible au programme car elle se retrouvait au 19ème rang par rapport aux revenus engendrés et est un marché de 1.1 million de cotes d’écoutes, ont pu aller chercher deux des gros noms disponibles sur le marché, et ce, à gros prix[[33]](#footnote-33). Le convoité défenseur Christian Ehrhoff a paraphé une entente de 40 millions sur une période de 10 ans avec les Sabres, avant que l’attaquant Ville Leino fasse de même pour 27 millions et 6 ans [[34]](#footnote-34) [[35]](#footnote-35). Ces deux joueurs étaient très en demande, mais au bout du compte, l’argent donné par la LNH à cette équipe a fait la différence dans l’acquisition de ces joueurs. Plus il y a de compétition, plus il y a de demande à l’instance d’un joueur, ce qui, selon la logique de l’offre et de la demande, fait augmenter le prix d’acquisition au bout de la ligne. L’offre des joueurs démontre par ailleurs une flexibilité au niveau de la structure financière qui les avantageraient au niveau de la concurrence des marchés. En effet, non seulement le montant partagé entre les propriétaire était-il le plus haut jamais discuté au cours de ces négociations, mais on offrait aussi la possibilité aux équipes riches d’acheter une portion de la masse salariale d’une équipe qui a peine à atteindre le plafond salarial, ce qui aurait pour effet de favoriser les joueurs à tout point de vue, car la demande augmente et la compétition entre les équipes pour l’obtention des services d’un joueur se corse[[36]](#footnote-36). Aussi, le fait d’aider une équipe à accroitre ses profits en lui versant des subventions venant des équipes fortunés aurait pour effet d’accroitre les revenus totaux reliés aux opérations hockey, ce qui ferait du même coup accroître le chiffre d’affaire relié au pourcentage des revenus des joueurs. Il serait donc possible de résumer la problématique du partage des revenus entre les propriétaires par le fait que ceux-ci sont réticents à vouloir verser de faramineuses sommes à des équipes qui sont en difficulté et préfèrent plutôt aller puiser cet argent dans le partage des revenus global des opérations hockey, tandis que la NHLPA voit en ce processus une opportunité d’augmenter le chiffre d’affaires de leurs intérêts dans l’optique de la résignation face à la perte de pourcentage dans le partage des revenus, ce qui marque encore une fracture entre les lignes de pensées qui s’opposent.

**Ville Leino et Christian Ehrhoff.**

**La structure des contrats**

 Finalement, le dernier élément qui pose problème au règlement de ce conflit est la volonté de la ligue de changer les normes par rapport à la structure des contrats et aux conditions d’admissibilité à l’autonomie sans compensation. Effectivement, toutes les offres que la LNH a déposées dans le cadre des négociations contenaient une clause selon laquelle il y aurait un changement draconien dans les conditions qui entourent la signature d’un contrat. Un de ces changements serait le fait de plafonner la durée maximale d’un contrat à 5 ans[[37]](#footnote-37). Cela ne plait pas du tout aux joueurs car la tendance depuis la fin du lockout est de signer des contrats très lucratifs, et ce, à très long-terme. En effet, il n’y avait pas de réelle limite quant à la durée d’un contrat et le salaire annuel ne pouvait excéder un montant qui équivalait à plus de 20% du plafond salarial, ce qui, selon la masse salariale de la saison dernière (64,3 millions de dollars), équivalait à 12,86 millions de dollars annuellement[[38]](#footnote-38). Nous n’avons qu’à penser à Zach Parise et Ryan Suter, qui ont tous deux signé cet été un contrat avec le Wild du Minnesota d’une valeur 98 millions de dollars pour une durée de 13 ans[[39]](#footnote-39), ou à Marian Hossa qui a paraphé en 2009 une entente avec les Blackhawks de Chicago qui lui garantissait la faramineuse somme de 62,8 millions répartie sur 12 ans[[40]](#footnote-40). Les propriétaires poussent très fort dans cette direction car non seulement cela permettrait-il aux équipes de dépenser moins d’argent sur un joueur à long terme, mais elle permet à des équipes moins fortuné de pouvoir signer un porte-étendard de qualité en dépensant une somme significative, mais pour une durée raisonnable. Cette restriction établirait une certaine égalité auprès des équipes et elle enlèverait cet avantage de donner plus d’argent à long-terme qu’ont les équipes riches. Même si cette politique ne serait pas effective sur les contrats qui sont déjà signés, la NHLPA n’est pas chaude à l’idée de voir la durée des contrats être régulée tout simplement par le fait que personne au monde ne cracherait sur l’opportunité de faire une grosse somme d’argent. De plus que si l’on tient compte du fait que les joueurs ont l’air, tranquillement, à se résigner à diminuer leur pourcentage de revenus comme les dernières offres soumises par ce clan l’ont démontré[[41]](#footnote-41). L’association des joueurs sait que les salaires donnés par les équipes aux joueurs autonomes diminueront proportionnellement avec la baisse du cap salarial, et ne voudrait donc pas réguler les termes contractuels, car les joueurs empocheraient des sommes beaucoup moins impressionnantes au bout de la ligne. Toujours dans cet optique de changement se trouve aussi le retrait d’une année de moins au contrat recrue d’un joueur. En effet, la LNH voudrait faire passer la durée des « entry level contract » de 3 à 2 ans, selon leur dernière offre[[42]](#footnote-42). Il est, ici, clairement possible de voir qu’il s’agit là d’un compromis de la part des propriétaires, qui voulaient augmenter à 5 le nombre d’années d’un contrat recrue au début des négociations[[43]](#footnote-43). Mais en quoi est-ce un compromis ? Le salaire maximum pour une recrue lors de la signature du premier contrat était établi à 925 000 dollars lors de la dernière saison, montant déterminé par l’ancienne convention collective[[44]](#footnote-44), et la LNH ne semble pas vouloir y apporter de correctifs si l’on se fi à la dernière offre qu’elle a soumise. Le joueur, à la fin de cette première entente, n’a plus de restrictions salariales et peut donc aller jouer dans la cour des grands en signant un lucratif contrat, comme ses pairs plus âgés[[45]](#footnote-45). Les jeunes joueurs pourraient donc, en enlevant une année au contrat recrue typique, conclure un pacte leur garantissant une grosse somme d’argent à un jeune âge, contrairement aux 5 ans où ils auraient eu à empocher 925 000 $, donc 3 années de plus sur un salaire plus bas que s’ils avaient accéder à l’autonomie partielle aux termes d’un contrat de 2 ans. Mais encore une fois les joueurs ont préféré refuser cet aspect, car s’ils l’avaient accepté, ils auraient flanché devant les propriétaires, envoyant une image négative, et cette politique touchaient les jeunes joueurs, et non pas les vétérans, majorité qui serait elle touchée par les coupures aux niveaux salarial et contractuel. Se trouve dernièrement l’aspect de l’autonomie. En effet, dans la dernière convention collective, lorsque que l’entente d’un joueur ayant au moins 27 ans où ayant jouer un minimum de 7 saisons dans la ligue venait à échéance, celui-ci avait accès à l’autonomie complète et pouvait accepter une offre de n’importe quelle équipe à travers la LNH[[46]](#footnote-46). Bien que sachant que le concept se retrouvait au centre des discussions, les détails de ses modifications ne fut rendu publique que le 17 octobre dernier, date de la présentation de la plus récente proposition de la ligue et des propriétaires. On pouvait d’ailleurs y lire que la LNH voudrait établir à 28 ans ou 8 ans d’expérience les critères d’admissibilité à l’autonomie complète[[47]](#footnote-47). En se mettant dans le contexte que c’est avec l’autonomie complète qu’un joueur a la meilleure opportunité d’empocher un montant significatif d’argent par la surenchère des propriétaires et la rareté du produit, la logique démontre que les joueurs ne pourraient accepter ce point car c’est une année de salaire gargantuesque qu’ils perdraient. Et les lois du travail n’avantagent pas les joueurs au bout du compte car même si la loi S.48 (1.B) du «Competition Act» canadien décrète irraisonnable de limiter les opportunité d’une personne de négocier et de s’entendre avec l’équipe de son choix dans une ligue professionnelle, la court canadienne peut avoir un droit de véto sur ces limitations car le hockey est un sport qui se pratique à l’international, donc qui côtoit deux systèmes de droit différents, et les équipes peuvent donc jouir d’une exemption spéciale de cette règle, ce qui fait que les propriétaires peuvent continuer à pousser dans cette direction[[48]](#footnote-48). Le tout donne le portrait exact de la situation : les propriétaires essaient de trouver des solutions afin d’augmenter leur chiffre d’affaire à tout prix, pendant que les joueurs tentent malgré tout de résister à la vague et en n’acceptant ces restrictions qui toucheraient directement, eux-aussi, leurs comptes en banque.

**Les conséquences du lockout**

Exactement 47 jours ont passés depuis le décret du lockout par la Ligue Nationale de Hockey, et on dénombre déjà de désastreuses répercussions. En date du 27 octobre, la LNH a enregistré de pertes de plus de 720 millions de dollars à cause des profits perdus de la vente des billets, des comptoirs alimentaires, des stationnements et des revenus de télévision, bref, tout ce qui attrait aux revenus des opérations hockey[[49]](#footnote-49). Ce n’est pas seulement les poches des propriétaires et des joueurs qui ressentent les contrecoups de cet arrêt de travail. Un récent sondage mené par le journal La Presse démontre qu’il y a une perte dans l’intérêt des partisans québécois de hockey. En effet, 58% des répondants ont affirmés qu’ils « ne s’ennuyaient pas du tout du hockey »[[50]](#footnote-50). Cette statistique en dit long, car prenant en compte le fait que le Canadien de Montréal est considéré comme une équipe populaire au sein de son marché, on n’ose pas imaginer à quoi ressemble l’intérêt des partisans dans des marchés où le hockey est second, comme les Coyotes de Pheonix et le Lightning de Tampa Bay. Et si l’on se fi à l’étude de Paul D. Staudohar, professeur en administration et affaires commerciales au *College of Business and Economics of California State University*, en Californie, qui se penchait sur les conséquences du lockout de 2004-2005, l’impact économique de cette perte d’intérêt a été désastreuse non seulement pour les équipes, qui avait perdu à l’époque un total d’environ 2 milliards de dollars, mais aussi pour les villes où siègent les équipes[[51]](#footnote-51).

**Conclusion**

Donc si les deux partis veulent éviter ces fâcheuses répercussions en perpétuant l’arrêt de travail, ils devront s’entendre sur la répartition des revenus entre les joueurs et les propriétaires, sur le partage des recettes entre les propriétaires et sur la structure des contrats, sans quoi nous n’entendront pas le bruit de la sirène pour la prochaine année. Mais faut-il aussi qu’ils respectent les cadres que les lois du travail dessinent. Bien que les propriétaires puissent bénéficier de faveurs des systèmes judiciaires Américain et Canadien, car ils sont détenteurs d’une concession qui ne peut, comme vu précédemment, s’appliquer aux diverses lois des systèmes judiciaires, ils devront s’assurer qu’ils ne franchissent aucune limites afin de ne pas perturber le bon déroulement des discussions. Même chose du côté des joueurs, qui ne doivent pas être sur le coup de quelconque convention collective autre que celle qui est en en processus de négociation, chose, encore une fois stipulée, par le «Competition Act»[[52]](#footnote-52). C’est donc sur ce champ de mines que s’aventure les deux partis dans une guerre qui n’est pas près de finir, et qui fera, comme seules victimes, les partisans, qui est la variable indépendante de tous les facteurs vus précédemment.

# Bibliographie

- Vie Publique. « Qu’est-ce qu’un syndicat et comment s’organise-t-il ? », dans le *Vie-Publique.fr*, <http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/citoyen/participation/syndicat/qu-est-ce-qu-syndicat-comment-s-organise-t-il.html>, (Page consultée le 14/09/12).

- Ressources humaines et Développement des compétences Canada. « Législation du travail », dans http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/legislation\_travail/index.shtml, (Page consultée le 14/09/12).

- NHLPA, « Inside NHLPA », dans *NHLPA.com,* <http://www.nhlpa.com/inside-nhlpa>, (Page consultée le 14/09/12).

- Associated Press. « NHL Players' Association extends CBA until 2012 », dans *NHL.com,* <http://www.nhl.com/ice/news.htm?id=532367>, (Page consultée le 14/09/12).

- National Hockey League , National Hockey League Players’ Association. *Collective Bargaining*

*Agreement Between National Hockey League And National Hockey League Players’ Association.*2005, p.454

- LAVOIE,Renaud. « Revenus records pour la LNH », dans *RDS.ca,* http://legrandclub.rds.ca/profils/608456/posts/136477/public , (Page consultée le 27/10/12).

- CBC Sports. « Business booming for NHL, players since last lockout », dans *CBC.ca,* <http://www.cbc.ca/sports/story/2012/09/07/f-nhl-biz.html>, (Page consultée le 27/10/12).

- BROUSSEAU-POULIOT, Vincent. « Profits en baisse pour le tricolore et la LNH », dans *LaPresse.ca,* <http://affaires.lapresse.ca/economie/quebec/201111/30/01-4473169-profits-en-baisse-pour-le-tricolore-et-la-lnh.php>, (Page consultée le 27/10/12).

- Forbes. « The Business Of Hockey », dans *Forbes.com,* <http://www.forbes.com/nhl-valuations/> , (Page consultée le 27/10/12).

- TSN. « NHL SALARY CAP TO INCREASE TO $64 MILLION IN 2011-12 SEASON », dans *TSN.ca,* <http://www.tsn.ca/nhl/story/?id=369480> (Page consultée le 27/10/12).

- Associated Press. « Timeline: The 2012 NHL lockout », dans *GlobalNews.ca,* <http://www.globalnews.ca/6442715758/story.html>, (Page consultée le 27/10/12).

- NHL. « NHL proposal to save 82-game-season », dans *NHL.com,* <http://www.nhl.com/ice/news.htm?id=643570&navid=DL>, (Page consultée le 27/10/12).

- JOHNSTON, Chris. « La LNH rend publique son offre aux joueurs », dans *LaPressse.ca,* <http://www.lapresse.ca/le-soleil/sports/actualites-sportives/201210/17/01-4584343-la-lnh-rend-publique-son-offre-aux-joueurs.php>, (Page consultée le 27/10/12).

- BELLEMARE,Mathieu. « Les joueurs laisseraient trop d’argent sur la table », dans *RDS.ca*, <http://www.rds.ca/zone-video/#cat=122&videoID=114894>, (Page consultée le 27/10/12).

- FITZPATRICK,Jamie. « Revenue Sharing in the National Hockey League », dans *About.com,* [*http://basketball.about.com/od/nba-vs-nbapa/ss/Revenue-Sharing-And-North-Americas-*Major-Pro-Sports-Leagues\_4.htm](http://basketball.about.com/od/nba-vs-nbapa/ss/Revenue-Sharing-And-North-Americas-Major-Pro-Sports-Leagues_4.htm), (Page consultée le 27/10/12).

- NHL. « Full explanation of NHL proposal to NHLPA », dans *NHL.com,* <http://www.nhl.com/ice/news.htm?id=643572>, (Page consultée le 28/10/12).

- CANTIN,Philippe. « Phil de presse», dans *RDS.ca*, <http://www.rds.ca/zone-video/#cat=recherche&videoID=114619&input=cantin>, (Page consultée le 28/10/12).

- LAVOIE,Renaud, « Partage des revenus : une solide proposition », dans le *RDS.ca,* <http://legrandclub.rds.ca/profils/608456/posts/148330/public>, (Page consultée le 28/10/12).

- TSN. « WILD AGREE TO TERMS WITH FREE AGENTS SUTER, PARISE », dans *TSN.ca*, <http://www.tsn.ca/nhl/story/?id=399913>, (Page consultée le 28/10/12).

- TSN. « BLACKHAWKS SIGN HOSSA TO MULTI-YEAR CONTRACT », dans *TSN.ca,* <http://www.tsn.ca/nhl/story/?id=283428>, (Page consultée le 28/10/12).

- ESPN. « NHL makes first CBA offer » , dans *ESPN.go.com,* <http://espn.go.com/nhl/story/_/id/8166038/nhl-first-cba-offer-nhlpa-reportedly-features-big-givebacks>, (Page consultée le 28/10/12).

- LABBÉ,Richard. « Matchs annulés: des pertes de 720 millions pour la LNH », dans le *LaPresse.ca,* <http://www.lapresse.ca/sports/hockey/201210/27/01-4587713-matchs-annules-des-pertes-de-720-millions-pour-la-lnh.php>, (Page visitée le 30/10/12).

- LABBÉ,Richard. « Les Québécois ne s'ennuient pas de la LNH », dans le *LaPresse.ca,* <http://www.lapresse.ca/sports/hockey/lock-out-dans-la-lnh/201210/25/01-4586836-les-quebecois-ne-sennuient-pas-de-la-lnh.php>, (Page visitée le 30/10/12).

- STAUDOHAR, Paul D. « The hockey lockout of 2004-05 », *Monthly Labor Review,* Décembre 2005, p.23-29.

- F.ROSS, Stephen. « The Current State of Labour Relations in the National Hockey League », 9 Octobre 2012, p.8.

1. Vie Publique. « Qu’est-ce qu’un syndicat et comment s’organise-t-il ? », dans le *Vie-Publique.fr*, <http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/citoyen/participation/syndicat/qu-est-ce-qu-syndicat-comment-s-organise-t-il.html>, (Page consultée le 14/09/12). [↑](#footnote-ref-1)
2. Ressources humaines et Développement des compétences Canada. « Législation du travail », dans http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/legislation\_travail/index.shtml, (Page consultée le 14/09/12). [↑](#footnote-ref-2)
3. NHLPA, « Inside NHLPA », dans *NHLPA.com,* <http://www.nhlpa.com/inside-nhlpa>, (Page consultée le 14/09/12). [↑](#footnote-ref-3)
4. Associated Press. « NHL Players' Association extends CBA until 2012 », dans *NHL.com,* <http://www.nhl.com/ice/news.htm?id=532367>, (Page consultée le 14/09/12). [↑](#footnote-ref-4)
5. La précédente convention collective a été en vigueur à partir de la saison 2005-2006 jusqu’au terme de la saison 2011-2012. La saison 2004-2005 avait été annulée à cause des négociations infructueuses. Les joueurs avaient été aussi mis en lockout dans ce cas-ci. (<http://www.nhl.com/ice/news.htm?id=532367>). [↑](#footnote-ref-5)
6. National Hockey League , National Hockey League Players’ Association. *Collective Bargaining*

   *Agreement Between National Hockey League And National Hockey League Players’ Association.*2005, p.160 [↑](#footnote-ref-6)
7. *Ibid., p. 162-178* [↑](#footnote-ref-7)
8. LAVOIE,Renaud. « Revenus records pour la LNH », dans *RDS.ca,* http://legrandclub.rds.ca/profils/608456/posts/136477/public , (Page consultée le 27/10/12). [↑](#footnote-ref-8)
9. CBC Sports. « Business booming for NHL, players since last lockout », dans *CBC.ca,* <http://www.cbc.ca/sports/story/2012/09/07/f-nhl-biz.html>, (Page consultée le 27/10/12). [↑](#footnote-ref-9)
10. National Hockey League , National Hockey League Players’ Association. *Collective Bargaining*

    *Agreement Between National Hockey League And National Hockey League Players’ Association.* 2005, p.198-199. [↑](#footnote-ref-10)
11. CBC Sports. « Business booming for NHL, players since last lockout », dans *CBC.ca,* <http://www.cbc.ca/sports/story/2012/09/07/f-nhl-biz.html>, (Page consultée le 27/10/12). [↑](#footnote-ref-11)
12. CBC Sports. « Business booming for NHL, players since last lockout », dans *CBC.ca,* <http://www.cbc.ca/sports/story/2012/09/07/f-nhl-biz.html>, (Page consultée le 27/10/12). [↑](#footnote-ref-12)
13. F.ROSS, Stephen. « The Current State of Labour Relations in the National Hockey League », 9 Octobre 2012, p.2. [↑](#footnote-ref-13)
14. BROUSSEAU-POULIOT, Vincent. « Profits en baisse pour le tricolore et la LNH », dans *LaPresse.ca,* <http://affaires.lapresse.ca/economie/quebec/201111/30/01-4473169-profits-en-baisse-pour-le-tricolore-et-la-lnh.php>, (Page consultée le 27/10/12). [↑](#footnote-ref-14)
15. Forbes. « The Business Of Hockey », dans *Forbes.com,* <http://www.forbes.com/nhl-valuations/> , (Page consultée le 27/10/12). [↑](#footnote-ref-15)
16. BROUSSEAU-POULIOT, Vincent. « Profits en baisse pour le tricolore et la LNH », dans *LaPresse.ca,* <http://affaires.lapresse.ca/economie/quebec/201111/30/01-4473169-profits-en-baisse-pour-le-tricolore-et-la-lnh.php>, (Page consultée le 27/10/12). [↑](#footnote-ref-16)
17. TSN. « NHL SALARY CAP TO INCREASE TO $64 MILLION IN 2011-12 SEASON », dans *TSN.ca,* <http://www.tsn.ca/nhl/story/?id=369480> (Page consultée le 27/10/12). [↑](#footnote-ref-17)
18. Associated Press. « Timeline: The 2012 NHL lockout », dans *GlobalNews.ca,* <http://www.globalnews.ca/6442715758/story.html>, (Page consultée le 27/10/12). [↑](#footnote-ref-18)
19. NHL. « NHL proposal to save 82-game-season », dans *NHL.com,* <http://www.nhl.com/ice/news.htm?id=643570&navid=DL>, (Page consultée le 27/10/12). [↑](#footnote-ref-19)
20. JOHNSTON, Chris. « La LNH rend publique son offre aux joueurs », dans *LaPressse.ca,* <http://www.lapresse.ca/le-soleil/sports/actualites-sportives/201210/17/01-4584343-la-lnh-rend-publique-son-offre-aux-joueurs.php>, (Page consultée le 27/10/12). [↑](#footnote-ref-20)
21. BELLEMARE,Mathieu. « Les joueurs laisseraient trop d’argent sur la table », dans *RDS.ca*, <http://www.rds.ca/zone-video/#cat=122&videoID=114894>, (Page consultée le 27/10/12). [↑](#footnote-ref-21)
22. LABBÉ, Richard. «Les joueurs du Canadiens veulent empêcher un lockout», dans *LaPresse.ca,* <http://www.lapresse.ca/sports/hockey/201209/09/01-4572454-les-joueurs-du-canadien-veulent-empecher-un-lock-out.php>, (Page consulté le 05/12/12). [↑](#footnote-ref-22)
23. QMI. «Requête rejetée par la CRT», dans *TVASports.ca,* <http://tvasports.ca/tvasports/hockey/archives/2012/09/20120914-105027.html>*,* (Page consultée le 06/12/12). Le verdict est, en date du 8/12/12, encore provisoire. [↑](#footnote-ref-23)
24. F.ROSS, Stephen. « The Current State of Labour Relations in the National Hockey League », 9 Octobre 2012, p.5. [↑](#footnote-ref-24)
25. National Hockey League , National Hockey League Players’ Association. *Collective Bargaining Agreement Between National Hockey League And National Hockey League Players’ Association.* 2005, p.198-199. [↑](#footnote-ref-25)
26. FITZPATRICK,Jamie. « Revenue Sharing in the National Hockey League », dans *About.com,* <http://basketball.about.com/od/nba-vs-nbapa/ss/Revenue-Sharing-And-North-Americas-Major-Pro-Sports-Leagues_4.htm>, (Page consultée le 2/12/12). [↑](#footnote-ref-26)
27. Forbes. « The Business Of Hockey », dans *Forbes.com,* <http://www.forbes.com/nhl-valuations/> , (Page consultée le 27/10/12). [↑](#footnote-ref-27)
28. CSN Bay Area. «NHL proposes expanded revenue sharing», dans *NBCBayArea.com,* <http://nbcbayarea.csnbayarea.com/sharks/nhl-proposes-expanded-revenue-sharing>, (Page consultée le 9/12/12) [↑](#footnote-ref-28)
29. FITZPATRICK,Jamie. « Revenue Sharing in the National Hockey League », dans *About.com,* [*http://basketball.about.com/od/nba-vs-nbapa/ss/Revenue-Sharing-And-North-Americas-*Major-Pro-Sports-Leagues\_4.htm](http://basketball.about.com/od/nba-vs-nbapa/ss/Revenue-Sharing-And-North-Americas-Major-Pro-Sports-Leagues_4.htm), (Page consultée le 27/10/12). [↑](#footnote-ref-29)
30. NHL. « Full explanation of NHL proposal to NHLPA », dans *NHL.com,* <http://www.nhl.com/ice/news.htm?id=643572>, (Page consultée le 28/10/12). [↑](#footnote-ref-30)
31. CANTIN,Philippe. « Phil de presse», dans *RDS.ca*, <http://www.rds.ca/zone-video/#cat=recherche&videoID=114619&input=cantin>, (Page consultée le 28/10/12). [↑](#footnote-ref-31)
32. LAVOIE,Renaud, « Partage des revenus : une solide proposition », dans le *RDS.ca,* <http://legrandclub.rds.ca/profils/608456/posts/148330/public>, (Page consultée le 28/10/12). [↑](#footnote-ref-32)
33. Forbes. « The Business Of Hockey », dans *Forbes.com,* <http://www.forbes.com/nhl-valuations/> , (Page consultée le 08/12/12). [↑](#footnote-ref-33)
34. TSN. «Ehrhoff agrees to 10-year, $40 million deal with the Sabres», dans *TSN.ca,* <http://www.tsn.ca/nhl/story/?id=370500>, (Page consultée le 7/12/12). [↑](#footnote-ref-34)
35. ROSEN,Dan. «Sabres sing Ville Leino to multi-year contract», dans *NHL.com,* <http://www.nhl.com/ice/news.htm?id=568104>, (Page consultée le 7/12/12) [↑](#footnote-ref-35)
36. LAVOIE,Renaud. « Partage des revenus : une solide proposition », dans le *RDS.ca,* <http://legrandclub.rds.ca/profils/608456/posts/148330/public>, (Page consultée le 28/10/12). [↑](#footnote-ref-36)
37. NHL. « NHL proposal to save 82-game-season », dans *NHL.com,* <http://www.nhl.com/ice/news.htm?id=643570&navid=DL>, (Page consultée le 27/10/12). [↑](#footnote-ref-37)
38. National Hockey League , National Hockey League Players’ Association. *Collective Bargaining Agreement Between National Hockey League And National Hockey League Players’ Association.*2005, p.218. [↑](#footnote-ref-38)
39. TSN. « WILD AGREE TO TERMS WITH FREE AGENTS SUTER, PARISE », dans *TSN.ca*, <http://www.tsn.ca/nhl/story/?id=399913>, (Page consultée le 28/10/12). [↑](#footnote-ref-39)
40. TSN. « BLACKHAWKS SIGN HOSSA TO MULTI-YEAR CONTRACT », dans *TSN.ca,* <http://www.tsn.ca/nhl/story/?id=283428>, (Page consultée le 28/10/12). [↑](#footnote-ref-40)
41. En date du 09/12/12, la dernière offre de la NHLPA établissait à 50% leur part dans le partage des revenus. C’est une baisse de 7% par rapport à la convention précédente. ( http://www.theglobeandmail.com/sports/hockey/nhlpa-says-league-rejects-latest-offer-talks-break-off/article6025944/ ). [↑](#footnote-ref-41)
42. NHL. « NHL proposal to save 82-game-season », dans *NHL.com,* <http://www.nhl.com/ice/news.htm?id=643570&navid=DL>, (Page consultée le 28/10/12). [↑](#footnote-ref-42)
43. ESPN. « NHL makes first CBA offer » , dans *ESPN.go.com,* <http://espn.go.com/nhl/story/_/id/8166038/nhl-first-cba-offer-nhlpa-reportedly-features-big-givebacks>, (Page consultée le 28/10/12). [↑](#footnote-ref-43)
44. National Hockey League , National Hockey League Players’ Association. *Collective Bargaining*

    *Agreement Between National Hockey League And National Hockey League Players’ Association.*2005, p.24-25. [↑](#footnote-ref-44)
45. *Ibid., p. 29* [↑](#footnote-ref-45)
46. *Ibid., p. 27* [↑](#footnote-ref-46)
47. NHL. « NHL proposal to save 82-game-season », dans *NHL.com,* <http://www.nhl.com/ice/news.htm?id=643570&navid=DL>, (Page consultée le 28/10/12). [↑](#footnote-ref-47)
48. F.ROSS, Stephen. « The Current State of Labour Relations in the National Hockey League », 9 Octobre 2012, p.8. [↑](#footnote-ref-48)
49. LABBÉ,Richard. « Matchs annulés: des pertes de 720 millions pour la LNH », dans le *LaPresse.ca,* <http://www.lapresse.ca/sports/hockey/201210/27/01-4587713-matchs-annules-des-pertes-de-720-millions-pour-la-lnh.php>, (Page visitée le 30/10/12). [↑](#footnote-ref-49)
50. LABBÉ,Richard. « Les Québécois ne s'ennuient pas de la LNH », dans le *LaPresse.ca,* <http://www.lapresse.ca/sports/hockey/lock-out-dans-la-lnh/201210/25/01-4586836-les-quebecois-ne-sennuient-pas-de-la-lnh.php>, (Page visitée le 30/10/12). [↑](#footnote-ref-50)
51. STAUDOHAR, Paul D. « The hockey lockout of 2004-05 », *Monthly Labor Review,* Décembre 2005, p.23-29. [↑](#footnote-ref-51)
52. F.ROSS, Stephen. « The Current State of Labour Relations in the National Hockey League », 9 Octobre 2012, p.8. [↑](#footnote-ref-52)